

Renforcer le pouvoir des travailleurs et travailleuses

Congrès 2014 et
priorités pour 2015



ITUC CSI IGB

Table des matières

Renforcer le pouvoir des travailleurs et travailleuses: planification pour 2015	5
Nouveaux fronts de la CSI:	
La justice climatique et la transformation industrielle	20
Nouveaux fronts de la CSI: L' élimination de l' esclavage	25
Nouveaux fronts de la CSI: Maîtriser le pouvoir des entreprises dans les chaînes d' approvisionnement	27
Priorités de la CSI: Les pays à risque	31
Priorités de la CSI: «Comptez avec nous!»	33
Priorités de la CSI: Les travailleurs et travailleuses domestiques – la campagne « 12 + 12 »	37
Priorités de la CSI: La gouvernance mondiale des migrations	39
Priorités de la CSI: L' organisation	43
Priorités de la CSI: La cohérence mondiale	45
Déclaration du Congrès	49

Renforcer le pouvoir des travailleurs et travailleuses

Planification pour
2015



ITUC CSI IGB

Renforcer le pouvoir des travailleurs et travailleuses: planification pour 2015

Le Congrès de la CSI à Berlin a exposé les défis à relever si nous voulons maîtriser le pouvoir des entreprises qui entraîne un appauvrissement de la vie professionnelle et sape la gouvernance démocratique. Ces défis peuvent être regroupés comme suit:

A. La démocratie, les droits humains et les droits du travail sont menacés:

- Les droits des travailleurs/euses sont menacés et le pouvoir des entreprises doit être maîtrisé;
- Les IFI et les employeurs attaquent les institutions du marché du travail;
- La réforme structurelle des marchés de l'emploi crée du travail précaire;
- La voix démocratique contre l'esclavage ou en faveur de sociétés fondées sur les droits est faible; et
- Les institutions internationales échouent dans la mesure où les intérêts économiques géopolitiques dominent la prise de décisions, mettant en danger la paix, la démocratie, les droits humains et la justice sociale.

B. L' économie mondiale et le modèle de commerce échouent, compte tenu de:

- Un chômage massif entraînant l'exclusion des jeunes, des femmes et des migrants;
- Des inégalités, accompagnées d'une baisse de la part salariale, d'atteintes à la négociation collective et d'une protection sociale inadéquate ou inexistante;
- L' augmentation du travail précaire, dangereux et informel; et
- Les risques climatiques et les communautés marginalisées.

Les objectifs stratégiques de la CSI sont bien établis:

1. La croissance syndicale

200 MILLIONS DE MEMBRES AU SEIN DE LA CSI D'ICI 2018

La réalisation de cet objectif requiert une organisation dans l'économie tant formelle qu'informelle. L'Académie d'organisation mondiale de la CSI élargira sa portée en 2015 et renforcera son programme de mentorat visant à établir un réseau international d'organiseurs principaux qualifiés.

2. Des emplois durables, des revenus sûrs et une protection sociale

EMPLOI - 100 MILLIONS DE NOUVEAUX EMPLOIS AFIN DE RÉDUIRE DE MOITIÉ LE DÉFICIT EN MATIÈRE D'EMPLOI D'ICI 2018

La réalisation de cet objectif requiert un investissement dans l'infrastructure, des emplois pour les femmes, des emplois dans le secteur des soins, des emplois verts, ainsi que l'intégration du plein emploi et du travail décent dans les Objectifs de développement durable des Nations unies.

Notre objectif est une part salariale plus équitable, des salaires minimums vitaux et une protection sociale universelle.

Nous devons rétablir la négociation collective, garantir des salaires minimums vitaux et obtenir l'incorporation d'un socle de protection sociale dans les Objectifs de développement durable des Nations unies.

3. La réalisation des droits

LES DROITS UNIVERSELS DE LIBERTÉ SYNDICALE ET DE NÉGOCIATION COLLECTIVE

La liberté syndicale et la liberté d'organisation sont au cœur de l'ensemble de nos plans. L'Indice CSI des droits dans le monde sera utilisé de manière proactive afin de négocier avec les gouvernements l'introduction de modifications dans la législation et la pratique et nous nous engagerons dans des actions de solidarité internationale en vue de réaliser ces droits, notamment au travers de notre programme sur « les pays à risque » et d'actions à l'occasion d'importants événements sportifs mondiaux.

L'ÉLIMINATION DE L'ESCLAVAGE ET DU TRAVAIL FORCÉ – METTRE FIN AU SYSTÈME DE LA KAFALA D'ICI 2018

L'élargissement de notre approche doit maintenir la pression exercée sur le Qatar, et nous devons nous mobiliser en faveur de la ratification et de la mise en œuvre du Protocole de l'OIT sur le travail forcé et soutenir les organisations affiliées qui organisent les travailleurs/euses migrants et luttent pour leurs droits fondamentaux.

UNE AUGMENTATION DE 25 POUR CENT DE LA PARTICIPATION DES FEMMES AU MARCHÉ DU TRAVAIL, DE 5 POUR CENT DU NOMBRE DE FEMMES DANS LES SYNDICATS ET L'ÉLIMINATION DE LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES

À cette fin, la mise en œuvre de la campagne « Comptez avec nous! » est nécessaire, y compris un programme économique pour les femmes, l'organisation des femmes dans les syndicats et l'appui à l'accès des femmes aux postes de direction des syndicats.

LA FORMALISATION DU TRAVAIL INFORMEL

Un soutien continu à la campagne « 12 + 12 » en faveur des travailleurs/euses domestiques, l'appui à d'autres campagnes d'organisation et l'achèvement des négociations en vue de l'adoption d'une norme de l'OIT sur le travail informel doivent constituer des priorités

UN TRAVAIL SÛR

Alors que la CSI a mis l'accent de manière coordonnée sur le 28 avril et a maintenant lancé un bulletin d'information sur la santé et la sécurité au travail en vue de partager des informations et des actions, nous nous sommes engagés à élargir notre travail en la matière, ce qui constitue une base considérable pour organiser les travailleurs/euses ainsi qu'une responsabilité essentielle pour les syndicats. Un groupe de travail au sein du Secrétariat sera chargé, en 2015, d'examiner les menaces extrêmes pour la vie et les moyens de subsistance, de garantir un travail sûr dans les chaînes d'approvisionnement et de développer un plan stratégique pour les activités pertinentes de 2016 à 2018.

LES TRAVAILLEURS/EUSES MIGRANTS

Les droits pour les travailleurs/euses migrants sur le lieu de travail et la gestion mondiale des migrations fondée sur les droits demeurent des demandes urgentes dans la mesure où le nombre de migrants ne cesse d'augmenter en raison des conflits, du chômage et des salaires de misère. Nous devons poursuivre notre défense d'une gouvernance mondiale efficace des migrations et renforcer l'influence de l'organisation aux niveaux national et transnational en vue de défendre les droits des migrants.

Cadre stratégique

Tout en fixant les objectifs fondamentaux de la CSI à partir de 2014, le Congrès a établi l'organisation comme élément central et base de toutes nos actions.

Tout en fixant les objectifs fondamentaux de la CSI à partir de 2014, le Congrès a établi l'organisation comme élément central et base de toutes nos actions.

Nos plans doivent être basés sur une organisation directe, des partenariats pour l'organisation ou des activités destinées à jeter les bases de l'organisation, à travers les droits, la législation et/ou la politique économique.

En poursuivant un objectif ou une cible aux échelons mondial ou national, nous n'investirons que dans des plans garantissant la participation des organisations affiliées et leurs engagements à des objectifs concrets d'organisation pour les travailleurs/euses pour qui l'objectif mondial ou national est pertinent.

Nouveaux fronts de la CSI 2015–2018 et priorités en 2015

Notre travail doit être mis en étroite adéquation avec nos priorités et nos ressources doivent être destinées à les réaliser. Pour ce faire, il est nécessaire que nous examinons les nouveaux fronts au cœur du travail de la CSI qui offrent les meilleures chances de renforcer le pouvoir des travailleurs et des travailleuses en lançant un nombre réduit de campagnes phares et en alignant notre approche et nos ressources en conséquence.

Pour 2015-2018, nous consacrerons notre capacité à réaliser les ambitions et les objectifs fixés par le Congrès. Nous ferons campagne pour obtenir ce qui suit:

LES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT MONDIALES, DES SALAIRES MINIMUMS VITAUX ET LA FORMALISATION DU TRAVAIL INFORMEL

Le modèle dominant croissant du commerce, au travers des chaînes d'approvisionnement mondiales, est au cœur du pouvoir, du profit et de l'exploitation par les entreprises. Environ 60 pour cent du commerce mondial, qui aujourd'hui s'élève à plus de 20 billions USD par an, est pratiqué à travers les chaînes d'approvisionnement.

Les niveaux croissants d'inégalités, l'évasion fiscale et le travail précaire sont engendrés par la recherche de profits de plus en plus élevés et les primes aux actionnaires. En raison de l'intégration de l'approvisionnement, de la production, du transport et de la logistique, toutes les entreprises sont prises au piège de ce réseau destructeur.

En dépit des protestations nationales et mondiales et d'une industrie de la responsabilité sociale des entreprises (RSE) qui représente quelque 80 milliards USD, les atteintes aux droits, la privation de la liberté syndicale et les pressions à la baisse sur les coûts débouchant sur des salaires de misère s'intensifient. Malgré les Principes directeurs (Ruggie) des Nations unies, des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et de la Déclaration de l'OIT sur les entreprises multinationales, les entreprises et les responsables politiques continuent de demander une plus grande libéralisation du commerce sans tenir compte des droits.

Il ne fait aucun doute que l'économie informelle et l'esclavage/travail forcé font désormais partie des pires formes d'exploitation de ce modèle de commerce.

Si nous voulons maîtriser le pouvoir des entreprises, nous devons cibler les chaînes d'approvisionnement mondiales. Un salaire minimum vital, la formalisation du travail informel dans les chaînes d'approvisionnement et l'éradication de l'esclavage dans les chaînes d'approvisionnement est une campagne que nous pouvons remporter.

De concert avec nos organisations affiliées et les FSI, nous pouvons organiser les travailleurs/euses dans la production, le transport, la logistique et les services dans des pays vulnérables et mobiliser nos membres dans les pays d'origine des EMN.

Lorsque des travailleurs sont assassinés au Cambodge pour avoir fait grève afin de revendiquer des salaires minimums, emprisonnés en Indonésie et forcés de travailler dans des conditions qui mettent leur vie en danger au Bangladesh, pour ne citer que trois exemples d'une région, nous ne pouvons rester inertes et simplement nous appuyer exclusivement sur des approches nationales.

Nous devons dénoncer le scandale mondial de l'appauvrissement provoqué par le modèle des chaînes d'approvisionnement ainsi que les entreprises et les gouvernements qui le promeuvent et le défendent. Nous pouvons remporter des victoires nationales dans un plus grand nombre de pays en adoptant une stratégie en matière d'organisation dans plusieurs pays.

Dans chaque région, nous devons définir des approches stratégiques entre pays, en travaillant en partenariat avec les FSI le cas échéant, afin de:

- Éradiquer le travail forcé et informel dans les chaînes d'approvisionnement;
- Garantir des salaires minimums vitaux;
- Assurer une protection sociale; et
- Étendre les droits de négociation collective.

Engagements du Congrès

- Les droits des travailleurs/euses
- Des salaires minimums vitaux
- La formalisation du travail informel
- L'élimination de l'esclavage/travail forcé
- La lutte contre les inégalités
- Faire face au modèle de commerce mondial
- Maîtriser le pouvoir des entreprises
- Utiliser tout le potentiel du capital des travailleurs
- Organiser en vue de renforcer le pouvoir des travailleurs/euses et d'assurer la croissance syndicale

L'ÉLIMINATION DE L'ESCLAVAGE ET DU TRAVAIL FORCÉ

Le modèle d'esclavage au Qatar est désormais un scandale de dimension mondiale, mais ne pourra être enrayeré que si nous intensifions les appels lancés à tous les pays pour qu'ils mettent un terme au travail forcé, au système de la *kafala* et à d'autres manifestations semblables des pires formes d'oppression.

Nous poursuivrons la campagne sur le Qatar en tant qu'axe central, en mettant davantage l'accent sur la réputation des entreprises et l'investissement international, y compris le capital des travailleurs.

Nous devons organiser une campagne pour la ratification du Protocole de l'OIT sur le travail forcé dans 15 pays ciblés en 2015 sur la base du modèle de la campagne « 12 ratifications en 2012 » en faveur des travailleurs/euses domestiques.

Notre objectif est d'organiser ces travailleurs/euses, qui sont principalement des migrants ou des peuples autochtones, d'obtenir la ratification du Protocole et d'assurer une réforme des législations du travail garantissant les droits. Grâce au soutien des organisations affiliées dans les pays ciblés tant d'origine que d'accueil ainsi que dans les centres d'influence, nous pouvons organiser avec succès.

Cette action présente également un certain chevauchement avec les nouveaux fronts sur les chaînes d'approvisionnement mondiales et les salaires minimums, dans la mesure où nous cherchons à éliminer le travail forcé dans les chaînes d'approvisionnement.

Engagements du Congrès

- Les droits des travailleurs/euses
- Les droits des migrants et la gouvernance
- La formalisation du travail informel
- La réduction des inégalités
- L'élimination du travail forcé/esclavage
- Organiser en vue de renforcer le pouvoir des travailleurs/euses et d'assurer la croissance syndicale

LA JUSTICE CLIMATIQUE ET LA TRANSFORMATION INDUSTRIELLE

Il n'y a pas d'emploi sur une planète morte.

Nous devons décarboniser notre monde moyennant des réductions des émissions et les technologies. Nous avons demandé un accord mondial, une transformation industrielle, ainsi qu'une transition juste. Nous sommes engagés à organiser les travailleurs et les travailleuses dans les emplois de l'économie verte émergente dans l'économie tant formelle qu'informelle.

Organiser les travailleurs/euses pour réclamer un dialogue social permettant d'obtenir une politique industrielle, des technologies de pointe et de nouvelles compétences est au cœur du travail des syndicats. Une ambition mondiale, des actions nationales et la mobilisation des membres aux niveaux national et international sont essentielles.

Les stratégies concernant l'investissement et le capital doivent également jouer un rôle à cet égard.

Le rapport de la CSI « Vers une croissance de l'emploi vert et décent » met en évidence les résultats impressionnants obtenus en matière d'emploi grâce à des mesures en faveur d'une économie verte dans six industries: la construction, les transports, l'énergie, l'agriculture, l'industrie manufacturière et l'eau.

Nombreux sont les cas de croissance de l'emploi sous l'effet de la récente évolution technologique dans les industries et services traditionnels et nouveaux.

Le monde a besoin d'un nouveau modèle de propriété intellectuelle pour gagner la course contre les pires effets du changement climatique et assurer à tous les pays et industries un accès aux technologies de pointe.

Nous devons planifier la recherche, établir les bases et engager les organisations affiliées dans la demande d'une transformation industrielle et d'un dialogue en faveur de celle-ci. Les industries d'aujourd'hui seront les industries de demain si les changements nécessaires sont apportés en matière d'énergie et de production.

Nous devons réclamer des mesures en faveur d'une transition juste et organiser les travailleurs/euses dans les emplois d'une économie verte.

Nous devons nous mobiliser en faveur d'un accord mondial conduisant aux changements nécessaires.

Engagements du Congrès

- Les droits des travailleurs/euses
- Les emplois
- La réduction des inégalités
- La mobilisation pour un accord mondial sur les mesures en faveur du climat
- La demande d'un dialogue en faveur d'une transformation industrielle
- La lutte pour des mesures en faveur d'une transition juste
- L'organisation des travailleurs/euses dans l'économie verte

Ces nouveaux fronts seront complétés par les priorités actuelles de la CSI.

L'organisation et l'Académie d'organisation mondiale de la CSI

Renforcer le pouvoir des travailleurs et des travailleuses constitue le mandat du Congrès de la CSI de 2014 en vue d'atteindre l'objectif de 200 millions de membres au sein de la CSI d'ici 2018.

L'organisation visant à développer et à renforcer les syndicats ne peut être durable que si nous engageons les travailleurs/euses sur des questions qui permettront d'améliorer leur vie, y compris les salaires, la sécurité, le travail sûr, les droits et la protection sociale.

La main-d'œuvre mondiale s'élève à approximativement 2,9 milliards de personnes. Seulement 60 pour cent travaille dans l'économie formelle, dont un nombre croissant se retrouve dans des régimes de travail précaires, alors que 40 pour cent lutte pour survivre, en désespoir de cause, dans l'économie informelle, dépourvue de règles, de salaires minimums, de droits et de protection sociale.

Le défi à relever à tous les niveaux du mouvement syndical mondial est l'organisation dans l'économie tant formelle qu'informelle.

L'Académie d'organisation mondiale de la CSI est à présent établie, composée d'organiseurs principaux ou de coordinateurs régionaux en Amérique latine, en Asie-Pacifique, en Afrique et dans la région MENA. Ils coordonnent et soutiennent le réseau des « organisateurs principaux » formés – des organisateurs expérimentés chargés de coordonner les campagnes sur le lieu de travail. Les activités régionales seront renforcées en 2015, comprenant notamment un cours supplémentaire fournissant une introduction à l'organisation, un appui à la formation dans le cadre de certains nouveaux fronts et priorités et un programme de mentorat renforcé.

La cohérence mondiale

Les défis à relever en matière de cohérence mondiale sont considérables, compte tenu de la stagnation de la croissance, des niveaux historiques de chômage, de la diminution de la part des salaires et des atteintes à la protection sociale, lorsqu'elle existe. Les inégalités sont en hausse, les parts salariales figurent parmi les plus faibles de l'histoire et l'expansion rapide des chaînes d'approvisionnement comme modèle dominant du commerce appauvrit les travailleurs et les travailleuses. Le travail précaire est en hausse et constitue, au même titre que la sécurité sur le lieu de travail, un enjeu majeur pour les syndicats aux quatre coins du monde.

La menace résultant du changement climatique pour la vie et les moyens de subsistance représente un risque mondial majeur. La justice climatique s'inscrit dans le cadre des campagnes « Nouveaux fronts » de la CSI.

La CSI met l'accent sur ces questions, en plaçant l'investissement dans l'emploi et la demande de salaires et d'une protection sociale au cœur de la croissance économique et de la justice sociale.

Les Objectifs de développement durable des Nations unies pour l'après-2015 doivent inclure le plein emploi et le travail décent, ainsi qu'une protection sociale universelle. L'égalité des genres, une éducation de qualité universelle, une santé abordable, ainsi qu'une sécurité alimentaire et énergétique sont également indispensables.

Nous nous opposerons aux accords commerciaux qui comportent des dispositions relatives au RDIE, ne garantissent pas le respect des normes fondamentales du travail et sapent les services publics, l'espace politique ou de développement.

Maîtriser le pouvoir des entreprises dans les chaînes d'approvisionnement s'inscrit également dans le cadre des campagnes « Nouveaux fronts » et l'accent continuera d'être mis sur le rôle des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, les Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises responsables, ainsi que la discussion à la Conférence de l'OIT, en 2015, sur les chaînes d'approvisionnement.

Un développement inclusif est un élément essentiel du travail mené par le RSCD.

La lutte contre l'évasion fiscale, l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS, sigle en anglais), le retour à une taxation progressive et une campagne pour une TTF sont essentiels à une justice fiscale et à une réglementation financière. La transition vers un investissement à long terme est une ambition essentielle pour un avenir économique plus équitable.

Le soutien continu des IFI à la déréglementation des marchés du travail et leur opposition à des salaires minimums vitaux et à la négociation collective compromettent la sécurité de la vie professionnelle des citoyens. Nous continuerons de nous opposer à ces politiques. Le G7 et le G20 offrent la possibilité de défendre des politiques économiques alternatives ainsi qu'un dialogue social mondial. L'OIT et la modification des politiques à l'OCDE sont indispensables pour promouvoir les droits, l'emploi, des salaires équitables, une protection sociale et des politiques économiques justes.

La CSI continuera de travailler en partenariat avec la TUAC en la matière ainsi qu'en ce qui concerne d'autres questions liées à la politique économique et sociale.

Les migrations

La migration de la main-d'œuvre alimente l'économie mondiale; on dénombre quelque 232 millions de migrants internationaux dans le monde aujourd'hui. Les migrations touchent toutes les régions du monde, et de nombreux pays sont à la fois des pays d'origine, de destination et de transit. Les migrations Sud-Sud constituent un phénomène aussi important que les migrations Sud-Nord.

Malgré l'existence d'un cadre normatif international global visant à protéger les droits des travailleurs et travailleuses migrants, l'application de la législation relative à l'égalité de traitement et à la non-discrimination en matière de conditions de travail, notamment les salaires, est déficiente.

Le processus de ratification des normes internationales garantissant les droits des travailleurs/euses migrants est lent. À ce jour, 49 pays ont ratifié la C97 sur les travailleurs migrants et 23 pays ont ratifié la C143 sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires). Quarante-sept États ont signé la Convention internationale de l'ONU sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille de 1990. La Conférence internationale du travail en 2016 examinera les Conventions sur les travailleurs migrants de l'OIT.

Les négociations sur la mobilité de la main-d'œuvre ont de plus en plus lieu au niveau bilatéral ou régional, sans que l'application du cadre normatif international et l'obligation de protéger les droits des travailleurs/euses migrants ne bénéficient d'une attention suffisante.

Les pratiques discriminatoires sont de plus en plus ancrées dans les différents régimes migratoires négociés à travers des processus d'intégration économique régionale ainsi que dans les accords bilatéraux, établissant différents types de traitement pour les travailleurs/euses migrants qui effectuent le même travail mais proviennent de différents pays d'origine.

Les conditions de recrutement sont essentielles pour garantir une migration sans risque et des débouchés professionnels aux travailleurs/euses migrants. Les recruteurs de main-d'œuvre, les agents et autres intermédiaires portent la responsabilité d'un grand nombre de violations des droits humains. Et des politiques migratoires de plus en plus restrictives jouent directement en faveur des trafiquants et des passeurs.

Le mouvement syndical s'est engagé à organiser les travailleurs/euses migrants afin de défendre leurs droits à une égalité de traitement et à une protection juridique et de garantir une approche de la gouvernance des migrations fondée sur les droits.

Les pays à risque

La stratégie de la CSI concernant les « pays à risque » constitue un programme de base en matière de droits humains et syndicaux comportant une liste précise des pays à surveiller où la démocratie et les droits font l'objet d'atteintes. Nos organisations affiliées dans ces pays s'engageront dans des luttes de libération, en faisant face aux conflits et en luttant contre la discrimination et l'oppression qui règnent dans un contexte où les lois garantissant les droits fondamentaux de tous les travailleurs et travailleuses ne sont pas respectées.

En 2015, des pays figurant sur la liste des pays à surveiller lorsque les conditions le permettent, jusqu'à dix pays seront ciblés en vue de mener d'intenses activités de campagne comportant des plans détaillés pour l'organisation des membres, et s'appuyant sur des actions juridiques, médiatiques et d'autres actions nationales et internationales.

« Comptez avec nous! »

Les femmes représentent en moyenne 40 pour cent des membres syndicaux, mais n'occupent que 15 pour cent des postes décisionnels au plus haut niveau au sein de leurs organisations.

Afin d'établir des syndicats plus forts, il est nécessaire d'établir des syndicats plus représentatifs qui reflètent réellement la diversité de nos adhérents à tous les niveaux, y compris aux plus hauts niveaux. Les syndicats qui organisent pour défendre les droits économiques et sociaux des femmes seront les syndicats les plus efficaces.

Le taux de participation des femmes au marché du travail stagne à 26 points de pourcentage en dessous de celui des hommes; l'écart de rémunération entre hommes et femmes demeure à 20 pour cent en moyenne; les femmes continuent d'être victimes de ségrégation dans les emplois de faible qualité et sous-évalués et d'être surreprésentées dans les formes de travail informelles et atypiques, ainsi que dans les tâches non rémunérées en matière de prestation de soins.

L'Initiative du centenaire de l'OIT sur les femmes au travail offre l'occasion de s'attaquer aux barrières structurelles à la participation efficace des femmes au marché du travail.

Le travail décent pour les femmes est la manière la plus rapide et la plus durable de stimuler la croissance et la productivité. Si le nombre de femmes sur le marché du travail égalait celui des hommes, le PIB augmenterait sensiblement – de 4 pour cent en France, de 8 pour cent au Japon et jusqu'à 34 pour cent en Égypte.

Toutefois, les mesures d'austérité et les coupes drastiques dans les dépenses publiques consacrées aux services et établissements de soins entravent l'accès efficace des femmes au marché du travail et au travail décent.

La gravité de l'impact des tâches non rémunérées en matière de prestation de soins sur la participation efficace des femmes au marché du travail suscite de plus en plus l'attention de l'opinion publique et des pouvoirs publics.

La main-d'œuvre nécessaire dans l'économie des soins peut faciliter la participation des femmes et créer davantage d'emplois.

Nous avons besoin d'un programme économique pour les femmes dans le cadre d'un plan pour l'emploi et la croissance en vue d'accroître la participation des femmes au marché du travail, soutenu par des soins aux enfants et des soins aux personnes âgées et garantissant des lieux de travail plus conciliables avec la vie de famille.

En outre, nous devons renforcer la participation des femmes aux syndicats et à leurs postes de direction. Pour ce faire, l'organisation doit être un élément central de la campagne « Comptez avec nous! ».

Les travailleurs et travailleuses domestiques – la campagne « 12 + 12 »

Depuis l'adoption de la Convention 189 de l'OIT et le lancement de la campagne mondiale « 12 ratifications en 2012 », la dynamique politique pour étendre les droits et les protections aux travailleurs et travailleuses domestiques a été significative: 15 pays ont ratifié la Convention 189 de l'OIT, des dizaines de pays ont adopté des réformes du travail et de nouvelles conventions collectives de travail ont été conclues. En outre, quelque 100 000 travailleurs/euses domestiques se sont affiliés à un syndicat, la Fédération internationale des travailleurs domestiques a été établie et 12 syndicats ont été créés dans 12 pays.

La campagne a mobilisé des centrales nationales, des syndicats et des organisations de travailleurs/euses domestiques, ainsi que des organisations de migrants, de femmes et de défense des droits humains dans plus de 90 pays. Les partenariats à l'échelle internationale ont été et sont essentiels. Au cours des prochaines années, la vie et les droits au travail de plus de 10 millions de travailleurs/euses domestiques seront améliorés, notamment le droit à un salaire minimum ou à une hausse salariale, l'accès à la protection sociale, une journée de travail de huit heures et un jour de congé par semaine.

Des millions de travailleurs/euses domestiques sont victimes d'exploitation, d'abus ou pris au piège du travail forcé chaque jour. Ils ne sont pas affiliés à un syndicat ou sont privés du droit de constituer un syndicat ou d'y adhérer. La CSI se rangera à leurs côtés dans leur lutte pour une vie décente et un travail décent. Le Congrès de la CSI a décidé de poursuivre la campagne pour les ratifications, les réformes des législations du travail et l'organisation de milliers de travailleurs/euses domestiques. Depuis qu'elle a atteint son objectif initial, cette campagne a été rebaptisée « 12 + 12 ».

La santé et la sécurité au travail

Nous nous engageons également à développer une approche plus axée sur la santé et la sécurité au travail et avons mis sur pied un groupe de travail chargée de cette question au sein du Secrétariat.

La coopération syndicale au développement

Le RSCD constitue une excellente base pour le plaidoyer auprès des institutions et des processus en matière de développement aux échelons national et international. Il aide, en outre, la CSI et les organisations affiliées à aligner les priorités politiques stratégiques et le financement d'activités connexes.

Recommandation:

Le Conseil général est invité à:

Approuver les trois nouveaux fronts et les priorités actuelles de la CSI et appeler toutes les organisations affiliées à s'engager activement dans leur mise en œuvre; et

Demander aux donateurs d'envisager de soutenir la mise en œuvre des nouveaux fronts et des priorités moyennant un financement direct et la mise en adéquation des programmes bilatéraux.

Renforcer le pouvoir des travailleurs et travailleuses

Nouveaux fronts et
priorités pour 2015



ITUC CSI IGB

Nouveaux fronts de la CSI: La justice climatique et la transformation industrielle

Aperçu général

Il n'y a pas d'emploi sur une planète morte.

Nous devons décarboniser notre planète d'ici 2050. Pour ce faire, des réductions majeures des émissions et un accès universel à des technologies de pointe sont nécessaires.

Les syndicats demandent un accord global, une transformation industrielle pour protéger et créer des emplois, ainsi qu'une transition juste.

Les organisations affiliées à la CSI se sont engagées à organiser les travailleurs et les travailleuses dans les emplois de l'économie verte émergente dans l'économie tant formelle qu'informelle.

Le capital des travailleurs peut jouer un rôle à cet égard.

Le rapport de la CSI Vers une croissance de l'emploi vert et décent met en évidence les résultats impressionnants obtenus en matière d'emploi grâce à des mesures en faveur d'une économie verte dans six industries: la construction, les transports, l'énergie, l'agriculture, l'industrie manufacturière et l'eau.

Nombreux sont les cas de croissance de l'emploi sous l'effet de la récente évolution technologique dans les industries et services traditionnels et nouveaux, et les syndicats sont en première ligne de l'action de plaidoyer dans nombre d'industries. Le soutien aux organisations affiliées dans leur demande d'une transformation industrielle et d'un dialogue en la matière doit être une priorité.

La CSI collaborera avec les organisations affiliées afin de se mobiliser pour un accord mondial qui encadre la possibilité d'une transformation industrielle et garantisse une transition juste.

Objectifs

- Mettre davantage l'accent sur le climat dans le programme des organisations affiliées et dans leurs actions de plaidoyer auprès de l'opinion publique et de leur gouvernement dans le cadre de la campagne « Les syndicats pour le climat ».

- Organiser les travailleurs et les travailleuses en ce qui concerne les questions climatiques et environnementales.
- Parvenir à un accord mondial ambitieux relatif au changement climatique qui protège la vie et les emplois des travailleurs et des travailleuses en assurant un accès universel aux technologies de pointe, en dirigeant la transformation industrielle de tous les secteurs économiques et industries et en garantissant des mesures de transition juste.

Stratégie

- Promouvoir la campagne « Les syndicats pour le climat » en vue de mieux faire connaître le rôle de chef de file des syndicats et leur engagement dans la lutte contre le changement climatique aux échelons national, régional et international.
- Encourager et soutenir la mobilisation des organisations affiliées et le plaidoyer syndical soutenu auprès des gouvernements afin de relever le niveau d'ambition d'aboutir à un accord mondial à Paris.
- En partenariat avec les organisations affiliées en France, organiser un sommet syndical sur le climat à Paris début 2015.
- Mener des actions de plaidoyer lors des négociations des Nations unies sur le changement climatique (CCNUCC) et auprès d'autres instances concernées.
- Garantir qu'une voix forte des syndicats se fasse entendre durant les débats sur la politique de développement durable, en particulier dans les processus des Nations unies sur les Objectifs de développement durable.
- Mener des recherches sur les plans de transformation industrielle dans six pays (deux en 2015 et quatre en 2016).
- Collaborer avec les organisations affiliées dans six pays ciblés en vue d'organiser les travailleurs/euses dans les emplois verts.

Cibles

ORGANISATION

- Fixation du nombre visé pour chaque campagne nationale en concertation avec les organisations affiliées et les FSI.

GOUVERNEMENT

- Engagement politique actif dans six pays d'ici la fin de 2015.

EMPLOYEURS

- Soutien aux organisations affiliées dans leur plaidoyer auprès des employeurs et leur négociation sur les questions liées à une transition juste et à la transformation industrielle.

INVESTISSEURS

- Collaboration avec les caisses de retraite et les administrateurs syndicaux des caisses de retraite (à travers le Comité sur le capital des travailleurs – CWC) dans le cadre des stratégies d'investissement à long terme soutenant l'investissement dans le développement de l'infrastructure d'appui et la transformation industrielle.

Recherche

- Rapport Nouveaux fronts sur le climat de la CSI – lancé lors du Sommet syndical sur le climat et l'emploi (mars 2015).
- Développements technologiques permettant une transformation industrielle – mises à jour régulières.

Nouveaux fronts de la CSI: L'élimination de l'esclavage

Aperçu général

L'élimination de l'esclavage constitue une question fondée sur les droits et un impératif moral pour le mouvement syndical. On estime à 29 millions les esclaves modernes dans le monde entier. La majorité des victimes sont âgées de 18 à 24 ans. Chaque année, un bénéfice de près de 22 milliards USD est réalisé sur l'exploitation de personnes traitées comme des esclaves. Pratiquement la moitié de ce profit est généré dans le monde industrialisé.

Le modèle d'esclavage au Qatar est désormais un scandale de dimension mondiale, mais ne pourra être enrayeré que si nous intensifions les appels lancés à tous les pays pour qu'ils éliminent l'esclavage et mettent un terme au travail forcé; le système de la *kafala* et d'autres manifestations des pires formes d'oppression doivent être abolis.

Nous poursuivrons la campagne sur le Qatar en tant qu'axe central de notre action, en mettant davantage l'accent sur la réputation des entreprises et l'investissement international.

Nous organiserons une campagne pour la ratification du protocole de l'OIT sur le travail forcé dans 15 pays ciblés en 2015 sur la base du modèle de la campagne « 12 ratifications en 2012 » en faveur des travailleurs/euses domestiques comprenant:

- L'objectif de la ratification et la réforme de la législation du travail;
- Un soutien aux organisations affiliées (tant dans les pays ciblés que dans les centres d'influence); et
- L'organisation des travailleurs et des travailleuses.

Cette action présente un certain chevauchement avec la campagne « Nouveaux fronts » pour maîtriser le pouvoir des entreprises, dans la mesure où nous devons éliminer l'esclavage dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.

Objectifs

- Ratification du protocole de l'OIT sur le travail forcé par 15 pays d'ici 2015.
- Campagnes dans cinq pays ciblés visant à éliminer l'esclavage. Organisation des travailleurs/euses afin de promouvoir la liberté syndicale et de mettre un terme au système de la *kafala* au Qatar ainsi que dans d'autres États du Golfe.

Stratégie

- Participation des organisations affiliées à la campagne mondiale de la CSI afin d'obtenir la ratification par les pays du protocole sur le travail forcé et d'assurer leur réforme législative.
- Collaboration avec les organisations affiliées dans les pays ciblés en vue d'organiser les travailleurs/euses forcés à se soumettre au système de la kafala ou à une forme équivalente d'esclavage. Cette action comprendra les organisations affiliées dans les pays d'origine, le cas échéant.

Cibles

ORGANISATION

- Fixation du nombre visé pour chaque campagne nationale dans les plans de campagne à l'échelle nationale.

GOUVERNEMENT

- Ratification du protocole par 15 pays d'ici la fin de 2015.

EMPLOYEURS

- Entreprises de construction présentes au Qatar. Employeurs du secteur agricole en Russie, en Ouzbékistan et au Paraguay. Employeurs des travailleurs/euses domestiques en Mauritanie.

Nouveaux fronts de la CSI: Maîtriser le pouvoir des entreprises dans les chaînes d'approvisionnement

Aperçu général

La montée en puissance des entreprises est en corrélation directe avec le recul des droits, la baisse des salaires et des emplois sûrs. Les entreprises imposent leur politique aux gouvernements.

Soixante-deux pour cent de la population mondiale veut que le pouvoir des entreprises soit maîtrisé. Ce défi ne peut être relevé que grâce à une approche mondiale et nationale intégrée.

Le pouvoir, le profit et l'exploitation par les entreprises dépendent de plus en plus d'un modèle commercial basé sur l'appauvrissement – des chaînes d'approvisionnement mondiales, un commerce mondial qui maintient des millions de travailleurs et de travailleuses dans la pauvreté et le travail précaire.

Soixante pour cent du commerce mondial (20 billions USD) dépend de contrats dans des chaînes d'approvisionnement dans différentes parties du monde.

La composante financière des chaînes d'approvisionnement est de plus en plus spéculative. Elle a une incidence sur le coût des produits de base et contribue à enrichir une minorité bien au-delà de ses besoins.

Entretemps, c'est dans l'économie réelle où les travailleurs/euses sont exploités à travers des chaînes d'approvisionnement basées sur un modèle de main-d'œuvre peu coûteuse, la privation des droits humains et du travail, des salaires de misère et un travail peu sûr ou précaire. Il s'agit d'un modèle qui exploite impitoyablement le travail des femmes et des migrants.

En raison de l'intégration de l'approvisionnement, de la production, du transport et de la logistique, toutes les entreprises sont prises au piège de ce réseau, débouchant sur l'aggravation des inégalités ainsi que la création d'une pauvreté massive.

Les entreprises ont des responsabilités à l'égard des travailleurs et des travailleuses dans leurs chaînes d'approvisionnement. Nous disposons de lois nationales et internationales, des Principes directeurs (Ruggie) des Nations unies, des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, de la Déclaration de l'OIT sur les entreprises multinationales et de l'industrie de la responsabilité sociale des entreprises (RSE) qui représente 80 milliards USD. Et pourtant, l'appel irresponsable à une libéralisation du commerce et à une flexibilité du marché du travail se poursuit.

Aujourd'hui, les entreprises sont soumises à une responsabilité juridique limitée dans leur pays dans les cas des violations auxquelles elles contribuent dans leurs chaînes d'approvisionnement. En effet, les chaînes d'approvisionnement sont structurées de manière à limiter la responsabilité, permettant aux entreprises de bénéficier de sous-traitants sans loi et de pays qui ne peuvent ou ne veulent pas appliquer la loi.

Il ne fait aucun doute que l'économie informelle et l'esclavage/travail forcé font désormais partie des pires formes d'exploitation du modèle.

Si nous voulons maîtriser le pouvoir des entreprises, nous devons cibler les chaînes d'approvisionnement mondiales. Un salaire minimum vital, des relations de travail plus sûres, la formalisation du travail informel dans les chaînes d'approvisionnement et l'éradication de l'esclavage dans les chaînes d'approvisionnement est une campagne que nous pouvons remporter.

Objectifs

- Établir des syndicats plus forts.
- Garantir des salaires minimums vitaux soutenus par des systèmes durables.
- Assurer une protection sociale.
- Modifier le comportement des entreprises dans leurs chaînes d'approvisionnement afin de:
 - » Éradiquer le travail forcé et informel;
 - » Payer un salaire minimum vital; et
 - » Élargir la négociation collective et rendre le travail plus sûr.

Stratégie

CAMPAGNE SUR LE TERRAIN

- Organisation – Utiliser la campagne pour développer le syndicat à l'échelle nationale. Promouvoir la campagne pour renforcer le syndicat. (1^{er} objectif)
- Faire pression sur les gouvernements et les entreprises en mobilisant les travailleurs/euses afin de garantir:
 - » Un salaire minimum vital (2^e objectif);
 - » Un socle de protection sociale (3^e objectif); et
 - » Un changement de comportement des entreprises/chaînes d'approvisionnement (4^e objectif).

CAMPAGNE « EN L'AIR »

Campagne relative aux entreprises – développer une stratégie sur «les tenants et les aboutissants» comportant:

- Rapport dénonçant le scandale de l'appauvrissement provoqué par le modèle des chaînes d'approvisionnement, par le biais des médias, y compris les médias sociaux;
- Campagnes en ligne et hors ligne – comparer ceux qui paieront un salaire minimum vital avec ceux qui ne s'y engageront pas;
- Solidarité des consommateurs/communauté – coûts pour les employeurs; et
- Des stratégies sur le capital des travailleurs – conséquences économiques et de l'investissement.

LÉGISLATION ET LITIGES

- Instaurer une législation dans cinq pays rendant les EMN responsables en matière de droits du travail, de salaires minimums vitaux, de relations de travail et de travail sûr dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.
- Recourir aux procédures judiciaires/stratégies juridiques, notamment:
 - » Plaintes auprès de l'OIT;
 - » Tribunaux nationaux – non-versement des salaires, relations de travail abusives;
 - » Principes directeurs de l'OCDE, plaintes;
 - » Programmes de préférences commerciales, plaintes et arbitrage international des bénéfices; et
 - » Législation des marchés publics afin de faire pression sur les entreprises et les marchés publics.

Cibles

ORGANISATION

- 250 000 nouveaux membres

GOUVERNEMENTS

- Cambodge, Philippines, Indonésie, Bangladesh, Hong Kong

EMPLOYEURS

- Marques mondiales dans le textile, l'industrie manufacturière, les transports et la logistique

AUTRES

- Chambre de commerce américaine

Priorités de la CSI: Les pays à risque

Aperçu général

La stratégie de la CSI concernant les « pays à risque » constitue un programme de base en matière de droits humains et syndicaux comportant une liste précise des pays à surveiller où la démocratie et les droits font l'objet d'atteintes. Nos organisations affiliées dans ces pays s'engageront dans des luttes de libération, en faisant face aux conflits et en luttant contre la discrimination et l'oppression qui règnent dans un contexte où les lois garantissant les droits fondamentaux de tous les travailleurs et travailleuses ne sont pas respectées.

En 2015, des pays figurant sur la liste des pays à surveiller lorsque les conditions le permettent, jusqu'à dix pays seront ciblés en vue de mener d'intenses activités de campagne comportant des plans détaillés pour l'organisation des membres, et s'appuyant sur des actions juridiques, médiatiques et d'autres actions nationales et internationales.

PAYS À RISQUE

Liste des pays à surveiller			Pays ciblés
Afghanistan	Guinée	Pakistan	Bahreïn
Algérie	Haïti	Palestine	Cambodge
Bangladesh	Hong Kong	Paraguay	Fidji
Belarus	Irak	Philippines	Guatemala
Colombie	Iran	Qatar	Honduras
Corée	Kazakhstan	République centrafricaine	Swaziland
Égypte	Mali	République démocratique du Congo	Zimbabwe
États-Unis	Mexique	Somalie	
Grèce	Myanmar	Syrie	

Objectifs

- Organisation en vue d'établir des syndicats et de soutenir le militantisme syndical
- Garantie de la liberté syndicale et de la négociation collective dans la loi et dans la pratique
- Réduction du travail informel et précaire dans les pays ciblés

Stratégie

- Organisation – renforcement des capacités/soutien aux organisations affiliées dans le cadre de l'organisation pour la défense des droits
- Dénonciation de l'inaction et/ou de la complicité des gouvernements dans la privation de la liberté syndicale et d'autres droits fondamentaux du travail
- Instauration d'une solidarité régionale/mondiale afin de soutenir les pays à risque
- Campagnes de médias sociaux et d'actions numériques
- Plaintes auprès de l'OIT et autres stratégies juridiques
- Pressions exercées sur les gouvernements et les institutions internationales, y compris des sanctions commerciales
- Soutien aux Fédérations syndicales internationales en cas de conflit sur le lieu de travail
- Évaluation des pays pour l'Indice CSI des droits dans le monde

Objectifs

- Gouvernements ciblés
- Entreprises
- OIT – élaboration de normes
- OIT – système de contrôle et mécanismes de plaintes
- Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des EMN – mécanismes de plaintes
- Organes législatifs – tribunaux et cours des pays, tribunaux des droits humains et cours/commissions régionales
- Augmenter de deux pour cent le nombre d'adhérents syndicaux

Priorités de la CSI: «Comptez avec nous!»

Aperçu général

Les femmes représentent en moyenne 40 pour cent des membres syndicaux, mais n'occupent que 15 pour cent des postes décisionnels au plus haut niveau au sein de leurs organisations.

Afin d'établir des syndicats plus forts, il est nécessaire d'établir des syndicats plus représentatifs qui reflètent réellement la diversité de nos adhérents à tous les niveaux, y compris aux plus hauts niveaux. Des syndicats qui organisent pour défendre les droits économiques et sociaux des femmes sont nécessaires.

Le taux de participation des femmes au marché du travail stagne à 26 points de pourcentage en dessous de celui des hommes; l'écart de rémunération entre hommes et femmes demeure à 20 pour cent en moyenne; les femmes continuent d'être victimes de ségrégation dans les emplois de faible qualité et sous-évalués et d'être surreprésentées dans les formes de travail informelles et atypiques, ainsi que dans les tâches non rémunérées en matière de prestation de soins.

L'Initiative du centenaire de l'OIT sur les femmes au travail offre l'occasion de s'attaquer aux barrières structurelles à la participation efficace des femmes au marché du travail.

Le travail décent pour les femmes est la manière la plus rapide et la plus durable de stimuler la croissance et la productivité. Si le nombre de femmes sur le marché du travail égalait celui des hommes, le PIB augmenterait sensiblement – de 4 pour cent en France, de 8 pour cent au Japon et jusqu'à 34 pour cent en Égypte.

Toutefois, les mesures d'austérité et les coupes drastiques dans les dépenses publiques consacrées aux services et établissements de soins entravent l'accès efficace des femmes au marché du travail et au travail décent.

La gravité de l'impact des tâches non rémunérées en matière de prestation de soins sur la participation efficace des femmes au marché du travail suscite de plus en plus l'attention de l'opinion publique et des pouvoirs publics.

La main-d'oeuvre nécessaire dans l'économie des soins peut faciliter la participation des femmes et créer davantage d'emplois.

Nous avons besoin d'un programme économique pour les femmes dans le cadre d'un plan pour l'emploi et la croissance en vue d'accroître la participation des femmes au marché du travail, sou-

tenu par des soins aux enfants et des soins aux personnes âgées et garantissant des lieux de travail plus conciliables avec la vie de famille.

En outre, nous devons renforcer la participation des femmes aux syndicats et à leurs postes de direction. Pour ce faire, l'organisation doit être un élément central de la campagne « Comptez avec nous! ».

Objectifs

- Établir des syndicats plus forts, plus représentatifs.
- Accroître la participation efficace des femmes au marché du travail, notamment grâce à la redistribution des tâches non rémunérées en matière de prestation de soins.
- Créer des emplois décents dans l'économie des soins.

Stratégie

- Promouvoir un investissement adéquat dans le secteur des soins et la fixation d'objectifs d'emploi nationaux par les gouvernements.
- Nouer des alliances avec les économistes féministes et les organisations de défense des droits des femmes afin d'inciter les gouvernements à établir un programme économique pour les femmes.
- Organiser en ce qui concerne les questions liées aux soins.
- Obtenir l'adhésion des organisations affiliées à la campagne « Comptez avec nous ! » - les femmes aux postes de direction et élaborer des plans d'action nationaux afin d'atteindre les objectifs.

Cibles

ORGANISATION

- Organisation de 50 000 femmes en 2015.

GOUVERNEMENT

- Investissement dans l'économie des soins et fixation d'objectifs d'emploi pour les femmes par les gouvernements nationaux, les municipalités locales, les institutions et instances intergouvernementales.

EMPLOYEURS

- Aux niveaux de l'entreprise, des secteurs et des fédérations où la participation des femmes stagne.

AUTRES

- Réseaux d'économistes et de groupes de réflexion sur les politiques en vue d'encourager une attention renouvelée à la participation des femmes au marché du travail et à l'économie des soins.

Priorités de la CSI: Les travailleurs et travailleuses domestiques – la campagne « 12 + 12 »

Aperçu général

Depuis l'adoption de la Convention 189 de l'OIT et le lancement de la campagne mondiale « 12 ratifications en 2012 », la dynamique politique pour étendre les droits et les protections aux travailleurs et travailleuses domestiques a été significative: 15 pays ont ratifié la Convention 189 de l'OIT, des dizaines de pays ont adopté des réformes du travail et de nouvelles conventions collectives de travail ont été conclues. En outre, quelque 100 000 travailleurs/euses domestiques se sont affiliés à un syndicat, la Fédération internationale des travailleurs domestiques a été établie et 12 syndicats ont été créés dans 12 pays.

La campagne a mobilisé des centrales nationales, des syndicats et des organisations de travailleurs/euses domestiques, ainsi que des organisations de migrants, de femmes et de défense des droits humains dans plus de 90 pays. Les partenariats à l'échelle internationale ont été et sont essentiels. La campagne a eu un impact majeur en quelques années: la vie et les droits au travail de plus de 10 millions de travailleurs/euses domestiques se sont améliorés, notamment le droit à un salaire minimum ou à une hausse salariale, l'accès à la protection sociale, une journée de travail de huit heures et un jour de congé par semaine.

Des défis restent toutefois à relever. Des millions de travailleurs/euses domestiques sont victimes d'exploitation, d'abus ou pris au piège du travail forcé chaque jour. Ils ne sont pas affiliés à un syndicat ou sont privés du droit de constituer un syndicat ou d'y adhérer. La CSI se rangera à leurs côtés dans leur lutte pour une vie décente et un travail décent. Le Congrès mondial de la CSI, qui s'est tenu en mai 2014, a décidé de poursuivre sa campagne, en aspirant à augmenter les ratifications et les réformes des législations du travail ainsi qu'à organiser des milliers de travailleurs/euses domestiques.

Objectifs

- 12 + 12 ratifications
- Réformes des législations du travail dans cinq pays
- Organisation de 40 000 travailleurs/euses domestiques

Stratégie

- Consulter et soutenir les équipes de la campagne « 12 + 12 » dont les pays sont sur le point de ratifier/adopter des réformes de la législation du travail.
- Renforcer les pressions sur le Conseil de coopération du Golfe (CCG) en vue d'étendre les législations du travail aux travailleurs/euses domestiques.
- Établir un réseau d'organismes et renforcer la capacité d'organisation des syndicats.
- Promouvoir les meilleures pratiques pour organiser les travailleurs/euses domestiques et obtenir des droits pour les travailleurs/euses domestiques.
- Partager des nouvelles et des mises à jour dans les médias sociaux/bulletins d'information/réunions et parmi les partenaires de « 12 + 12 ».

Cibles

ORGANISATION

- Objectifs ambitieux en matière d'organisation dans trois pays présentant un fort potentiel en matière d'organisation: Brésil, Indonésie et Inde.
- Recensement de 20 organismes dans des pays disposant de programmes/campagnes en matière d'organisation: pays d'Amérique centrale, Afrique du Sud, États-Unis, Paraguay, Chili, Sénégal, Kenya, Ghana, Tanzanie, Philippines, Népal et Turquie.

GOUVERNEMENT

- Enregistrement de la ratification à l'OIT par trois pays: Chili, République dominicaine et Suisse.
- Finalisation du processus de ratification à l'échelle nationale dans quatre pays et adoption de réformes de la législation du travail en 2015: Finlande, Portugal, Belgique et Sénégal.
- Recensement d'autres pays présentant un potentiel de ratification/réforme de la législation du travail: par exemple, Kazakhstan, Azerbaïdjan, Ghana, Kenya, Tanzanie.
- Campagne pour les droits du travail des travailleurs/euses domestiques migrants dans les pays du CCG et au Liban et actions ciblées sur l'Indonésie, le Népal, la Malaisie et le Kenya.

EMPLOYEURS

- Superviser les agences de recrutement dans les pays du CCG.

Priorités de la CSI: La gouvernance mondiale des migrations

Aperçu général

La migration de la main-d'œuvre alimente l'économie mondiale. On dénombre quelque 232 millions de migrants internationaux dans le monde aujourd'hui. Les migrations touchent toutes les régions du monde, et de nombreux pays sont à la fois des pays d'origine, de destination et de transit. Les migrations Sud-Sud constituent un phénomène aussi important que les migrations Sud-Nord.

Malgré l'existence d'un cadre normatif international global visant à protéger les droits des travailleurs et travailleuses migrants, l'application de la législation relative à l'égalité de traitement et à la non-discrimination en matière de conditions de travail, notamment les salaires, est déficiente.

Le processus de ratification des normes internationales garantissant les droits des travailleurs/euses migrants est lent. À ce jour, 49 pays ont ratifié la C97 sur les travailleurs migrants et 23 pays ont ratifié la C143 sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires). Quarante-sept États ont signé la Convention internationale de l'ONU sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille de 1990. La Conférence internationale du travail en 2016 examinera les Conventions sur les travailleurs migrants de l'OIT.

Les négociations sur la mobilité de la main-d'œuvre ont de plus en plus lieu au niveau bilatéral ou régional, sans que l'application du cadre normatif international et l'obligation de protéger les droits des travailleurs/euses migrants ne bénéficient d'une attention suffisante.

Les pratiques discriminatoires sont de plus en plus ancrées dans les différents régimes migratoires négociés à travers des processus d'intégration économique régionale ainsi que dans les accords bilatéraux, établissant différents types de traitement pour les travailleurs/euses migrants qui effectuent le même travail mais proviennent de différents pays d'origine.

Les conditions de recrutement sont essentielles pour garantir une migration sans risque et des débouchés professionnels aux travailleurs/euses migrants. Les recruteurs de main-d'œuvre, les agents et autres intermédiaires portent la responsabilité d'un grand nombre de violations des droits humains. Et des politiques migratoires de plus en plus restrictives jouent directement en faveur des trafiquants et des passeurs.

Le mouvement syndical s'est engagé à organiser les travailleurs/euses migrants afin de défendre leurs droits à une égalité de traitement et à une protection juridique et de garantir une approche de la gouvernance des migrations fondée sur les droits.

Objectifs

- La gouvernance mondiale, régionale et nationale des migrations est basée sur le cadre juridique et normatif des droits humains.
- L'OIT renforce son rôle dans le système de gouvernance mondiale de la migration de la main-d'œuvre.
- La migration de la main-d'œuvre est plus sûre et plus équitable.
- Une meilleure cohérence et un renforcement des liens entre la migration et la lutte contre la traite des êtres humains sont assurés dans les cadres politiques aux échelons national, régional et mondial.

Stratégie

- Renforcer les capacités des syndicats pour qu'ils engagent des négociations sur la mobilité de la main-d'œuvre aux échelons national et régional et qu'ils contrôlent la mise en œuvre des accords.
- Accroître la coopération bilatérale/multilatérale entre les syndicats en vue d'organiser les travailleurs/euses migrants tout au long des voies de migration.
- Recenser les gouvernements clés tout au long des voies de migration et collaborer avec les partenaires de la société civile afin d'organiser des campagnes fondées sur la connaissance des faits en faveur de réformes et de changements en profondeur des politiques.
- Accroître les ratifications des Conventions de l'OIT sur les travailleurs migrants et de la Convention de l'ONU de 1990 avant juin 2016.
- Assainir le recrutement international des travailleurs/euses migrants moyennant:
 - » L'organisation dans les chaînes d'approvisionnement de main-d'œuvre;
 - » Un soutien à l'Initiative de l'OIT pour un recrutement équitable; et
 - » Une contribution au travail de l'OIT et d'autres agences de l'ONU en matière de réglementation des agences de recrutement internationales.

ORGANISATION

- Organisation de 30 000 migrants.

GOUVERNEMENTS

- Les gouvernements au niveau national – en mettant particulièrement l’accent sur les gouvernements de la Mauritanie, du Ghana, du Kenya, de l’Argentine, de la Colombie, du Guatemala ou du Costa Rica, de l’Arménie et de la Moldavie en vue des campagnes de ratification. En outre, les institutions, les instances et processus intergouvernementaux.

EMPLOYEURS

- Les employeurs dans les secteurs recourant dans une grande mesure à la main-d’œuvre migrante, notamment la construction, le textile et l’habillement, le secteur des soins, l’hôtellerie et la restauration, l’agriculture; les usagers d’agences de recrutement internationales.

Priorités de la CSI: L'organisation

Aperçu général

Renforcer le pouvoir des travailleurs et des travailleuses constitue le mandat du Congrès mondial de la CSI de 2014. L'organisation visant à développer et à renforcer les syndicats ne peut être durable que si nous engageons les travailleurs/euses sur des questions qui permettront d'améliorer leur vie, y compris les salaires, la sécurité, le travail sûr, les droits et la protection sociale.

La main-d'œuvre mondiale s'élève à approximativement 2,9 milliards de personnes. Seulement 60 pour cent travaille dans l'économie formelle, dont un nombre croissant se retrouve dans des régimes de travail précaires, alors que 40 pour cent lutte pour survivre, en désespoir de cause, dans l'économie informelle, dépourvue de règles, de salaires minimums, de droits et de protection sociale.

Le défi à relever à tous les niveaux du mouvement syndical mondial est l'organisation – l'organisation dans l'économie tant formelle qu'informelle.

L'Académie d'organisation mondiale de la CSI est à présent établie, composée d'organismes principaux ou de coordinateurs régionaux en Amérique latine, en Asie-Pacifique, en Afrique et dans la région MENA. Ils coordonnent et soutiennent le réseau des « organisateurs principaux » formés – des organisateurs expérimentés chargés de coordonner les campagnes sur le lieu de travail.

L'Académie a formé 34 dirigeants et quelque 350 organisateurs; a établi un programme de mentorat; a développé deux nouveaux cours, « Les organisateurs principaux » et un « Aperçu de l'organisation », à l'intention des organisateurs sur le lieu de travail; et a apporté un soutien à la formation des délégués du Comité de la jeunesse ainsi qu'aux représentants des organisations affiliées engagés dans d'autres programmes prioritaires de la CSI, notamment « Les pays à risque » et « Les travailleurs/euses domestiques ».

En 2015, la formation sera élargie afin d'appuyer les objectifs en matière d'organisation dans le cadre de tous les Nouveaux fronts et Priorités de la CSI et intégrera les nominations des FSI.

L'objectif d'organisation de la CSI est d'affilier 20 millions de membres supplémentaires d'ici 2018.

Objectifs

- Renforcer la capacité des syndicats à organiser et à recruter de nouveaux membres.
- Instaurer une culture d'organisation au sein des organisations affiliées.
- Accroître les compétences des organisateurs principaux pour qu'ils puissent appuyer les objectifs syndicaux.
- Intégrer un programme de mentorat et établir un réseau mondial d'organiseurs principaux.

Stratégie

- Organiser une formation à l'échelle régionale à l'intention des organisateurs principaux.
- Développer et soutenir une équipe d'organiseurs dans chaque pays pilote/programme de la CSI.
- Approfondir le mentorat et la formation d'organisation sur le lieu de travail dans les pays pilotes.
- Soutenir un réseau mondial d'organiseurs hautement qualifiés.

Cibles

- Former 25 organisateurs principaux supplémentaires dans chaque région (Afrique, Asie-Pacifique, Amériques, MENA, CRPE).
- Établir une équipe de 50 organisateurs à l'échelle nationale dans chacun des 25 pays pilotes (cinq dans chaque région).

Priorités de la CSI: La cohérence mondiale

Aperçu général

Les défis à relever en matière de cohérence mondiale sont considérables, compte tenu de la stagnation de la croissance, des niveaux historiques de chômage, de la diminution de la part des salaires et des atteintes à la protection sociale, lorsqu'elle existe.

Les inégalités sont en hausse, la part salariale figure parmi les plus faibles de l'histoire et l'expansion rapide des chaînes d'approvisionnement comme modèle dominant du commerce appauvrit les travailleurs et les travailleuses. Les niveaux croissants de travail précaire et la sécurité sur le lieu de travail sont des enjeux majeurs pour les syndicats aux quatre coins du monde.

La menace résultant du changement climatique pour la vie et les moyens de subsistance représente un risque mondial majeur. La justice climatique s'inscrit dans le cadre des campagnes « Nouveaux fronts » de la CSI.

La CSI aborde ces questions en faisant campagne en faveur de politiques visant à un investissement dans l'emploi et à la création de la demande moyennant des salaires équitables et une protection sociale au cœur de la croissance économique et de la justice sociale.

Les Objectifs de développement durable des Nations unies pour l'après-2015 doivent inclure le plein emploi et le travail décent, ainsi qu'une protection sociale universelle. L'égalité des genres, une éducation de qualité universelle, des soins de santé abordables et une sécurité alimentaire et énergétique sont également indispensables.

Nous nous opposerons aux accords commerciaux qui comportent des dispositions relatives au règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE), sapent les services publics ou limitent l'espace politique national, et qui n'assurent pas la conformité avec les normes fondamentales du travail.

Maîtriser le pouvoir des entreprises dans les chaînes d'approvisionnement s'inscrit également dans le cadre des campagnes « Nouveaux fronts ». L'accent continuera d'être mis, en 2015, sur le renforcement de la mise en œuvre des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et des Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, ainsi que la contribution à la discussion de l'OIT sur les chaînes d'approvisionnement.

Un développement inclusif est un élément essentiel du travail mené par le RSCD.

La lutte contre l'évasion fiscale, l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS, sigle en anglais), le retour à une taxation progressive et une campagne pour une TTF sont essentiels pour garantir une justice fiscale. La réglementation financière et la transition vers un investissement à long terme sont des ambitions essentielles pour un avenir économique plus équitable.

Le soutien continu des IFI à la déréglementation des marchés du travail et leur opposition à des salaires minimums vitaux et à la négociation collective aggravent l'insécurité de la vie professionnelle des citoyens. Nous continuerons de nous opposer à ces politiques. Le G7 et le G20 offrent la possibilité de défendre des politiques économiques alternatives ainsi qu'un dialogue social mondial. Le renforcement du rôle et de l'impact de l'OIT ainsi que la modification des recommandations politiques de l'OCDE sont indispensables pour promouvoir les droits, l'emploi, des salaires équitables, une protection sociale et des politiques économiques justes.

La CSI continuera de travailler en partenariat avec la TUAC en la matière ainsi qu'en ce qui concerne d'autres questions liées à la politique économique et sociale.

Objectifs

- Le plein emploi et le travail décent – inscrits dans le cadre des Objectifs de développement durable des Nations unies pour l'après-2015
- Une protection sociale universelle, y compris des socles de protection sociale dans les Objectifs de développement durable des Nations unies pour l'après-2015
- Des hausses salariales et une réduction des inégalités des revenus, notamment moyennant des salaires minimums vitaux et la négociation collective
- Une réglementation financière efficace et la fin de l'évasion fiscale, ainsi que l'introduction d'une taxe sur les transactions financières (TTF)
- Un accord mondial sur le climat, la transformation industrielle et des mesures de transition juste
- Une administration efficace du capital des travailleurs et l'application de principes d'investissement à long terme
- Un développement inclusif
- Le respect par les EMN des droits humains des travailleurs/euses, notamment dans les chaînes d'approvisionnement
- Un commerce équitable avec des règles multilatérales soutenant les droits des travailleurs/euses et préservant l'espace politique national, notamment en matière de services publics
- Une modification des recommandations des IFI, de l'OCDE et du G7/G20 en faveur de politiques visant à s'attaquer au déficit d'emplois et aux inégalités et à générer une croissance inclusive

Stratégie

- Étudier et préconiser des politiques économiques alternatives en matière d'emploi, de salaires, de protection sociale – la croissance inclusive
- Exercer des pressions en vue d'inclure les objectifs de la CSI dans les Objectifs de développement durable des Nations unies pour l'après-2015
- Faire campagne pour des règles de commerce multilatéral et des droits et contre les accords commerciaux qui ne respectent pas les politiques et les principes de la CSI
- Se mobiliser pour un accord mondial sur le climat et une transition juste
- Renforcer le dialogue social à l'OIT, à l'OCDE, au G7, au G20, dans les blocs économiques régionaux et les agences internationales pour le développement et les mesures en faveur du climat
- Suivre de près l'initiative de l'OCDE « Nouvelles approches face aux défis économiques (NAEC) » en vue de modifier les recommandations politiques
- Développer des stratégies d'entreprise et l'activisme actionnarial pour un investissement responsable du capital des travailleurs
- Soutenir les négociations et les plaintes à l'OIT, ainsi que les plaintes soumises dans le cadre des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et les campagnes des organisations affiliées en vue de renforcer les Points de contact nationaux, la contribution syndicale aux orientations sur le devoir de diligence dans les chaînes d'approvisionnement et toute autre possibilité de maîtriser le pouvoir des entreprises

Cibles

- Gouvernements
- IFI
- ONU
- OCDE
- Points de contact nationaux
- Caisses de retraite et gestionnaires d'actifs
- Entreprises ciblées

3^e CONGRÈS MONDIAL DE LA CSI, 18-23 mai 2014, Berlin



RENFORCER LE POUVOIR DES TRAVAILLEURS

Déclaration du Congrès

CONFÉDÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE

Les citoyens se sentent abandonnés par leur gouvernement

À de rares exceptions près, les dirigeants mondiaux et les institutions internationales mettent en œuvre un programme économique qui a engendré des inégalités croissantes et un chômage dévastateur, portant atteinte aux démocraties dans le monde entier.

- Ils n'ont pas défendu les politiques nécessaires pour garantir des démocraties sûres et inclusives, ni une planète durable pour le 21^e siècle.
- Ils n'ont pas réussi à construire une économie mondiale stable, et ce au prix d'un coût énorme pour les travailleurs/euses et leur famille;
- Ils ne sont pas parvenus à combattre les taux de chômage sans précédent, à offrir aux jeunes des opportunités et à mettre un terme à la croissance du travail précaire et informel;
- Ils n'ont pas réussi à garantir un environnement sain ni à s'attaquer aux menaces climatiques; et
- Ils n'ont pas réussi à éliminer les armes nucléaires ni à contribuer à la paix mondiale.

Même « l'Europe sociale », où les droits et les protections ont traditionnellement été forts, est en butte à des attaques.

Il règne une profonde méfiance envers les institutions, dans la mesure où les citoyens perdent de plus en plus confiance dans les gouvernements qui donnent la priorité aux intérêts commerciaux plutôt qu'au bien-être des travailleurs et des travailleuses.

La moitié de la population mondiale a été touchée, directement ou dans son milieu familial, par le chômage ou par une réduction du temps de travail. Plus de la moitié occupe un emploi précaire ou irrégulier, et 40 % survit, en désespoir de cause, dans l'économie informelle.

Les syndicats aux quatre coins du monde mènent la lutte pour la justice économique et sociale, assortie de politiques basées sur une distribution équitable des revenus plutôt que la promesse creuse de l'austérité néolibérale.

Nous savons que les travailleurs et les travailleuses ont besoin d'emplois de qualité, d'un socle de protection sociale et d'un salaire minimum vital. Malheureusement, des centaines de millions de travailleurs/euses sont actuellement privés du droit à un salaire minimum leur permettant de vivre dignement, tandis que plus de 75 % des personnes bénéficient d'une protection sociale insuffisante, voire inexistante.

Le soutien aux entreprises, qui domine de plus en plus la politique publique, ne doit pas se faire au détriment de la protection sociale. Face à la prédominance sans cesse croissante du modèle d'entreprise américain, nous sommes déterminés à défendre et à renforcer la négociation collective, à réduire les emplois précaires dans l'économie formelle, ainsi qu'à éliminer le dumping salarial et social. Soixante-deux pour cent des citoyens veulent que leur gouvernement freine le pouvoir des entreprises.

Dans tous les pays où les syndicats s'organisent par rapport à ces questions, ils bénéficieront du plein soutien du mouvement syndical mondial. Tel est le thème central de ce Congrès.

L'économie mondiale

Les politiques « d'ajustement structurel » des années 1980 et 1990 ont paralysé le développement dans les pays plus pauvres, tout comme aujourd'hui « l'austérité » a nui à l'emploi, à la croissance et à l'inclusion dans de trop nombreux pays développés.

L'économie mondiale n'est pas plus solide en 2014 qu'il y a sept ans. Nous sommes désormais confrontés à une crise du chômage et des inégalités qui paralyse les économies et les communautés.

Les entreprises et leurs partisans politiques ont profité de la grande récession pour inverser l'équilibre des pouvoirs résolument en faveur des grandes entreprises au détriment des citoyens. Ils ont mis en cause des décennies de progrès accomplis par les syndicats et d'autres forces progressistes.

Les décisions économiques, telles que les entraves à la négociation collective, restreignent les droits des citoyens et ont ébranlé la confiance dans les gouvernements. Seulement 13 % des personnes interrogées dans le Sondage d'opinion mondial de la CSI 2013 considèrent que leur gouvernement agit dans l'intérêt des familles de travailleurs/euses, alors que nombreuses sont celles qui pensent que les entreprises ont trop de pouvoir.

En dépit des preuves accablantes attestant que les politiques néolibérales sont destructives et inefficaces, les institutions financières internationales continuent de faire pression sur les gouvernements pour qu'ils se plient au pouvoir des marchés financiers, cédant ainsi à l'intimidation. Les experts patentés n'ont ni prédit ni prévenu la crise économique et ne parviennent toujours pas à empêcher l'avidité et la destruction du capital spéculatif. Les progrès en matière de régulation financière sont dérisoires, et des pressions sont exercées sur les gouvernements pour faire du social une variable d'ajustement dépendante de l'économie. Le social doit être mis au premier plan, en s'appuyant sur le développement des capacités de négociation collective pour réussir une intégration optimale de l'économie et du social. La finance doit être mise au service de l'économie pour garantir l'avenir des futures générations.

Dans les pays en développement, en particulier en Amérique latine, la recherche de modèles alternatifs de développement en vue de réduire les inégalités et d'assurer une intégration régionale a été entravée par les pressions continues sur les mécanismes de contrôle des flux de capitaux, qui maintiennent la libération financière des années 1990.

En outre, des pressions constantes sont exercées sur les pays en développement pour consolider leur position à travers des accords de libre-échange et les réglementations de l'OMC. Ces pressions sont exercées pour que ces pays continuent d'exporter des matières premières, ayant une incidence sur l'environnement et compromettant le développement de l'Afrique, de l'Amérique latine et d'autres parties du monde.

Le modèle dominant du commerce a aggravé les tendances négatives en réduisant la marge de manœuvre politique nécessaire au développement de la production à valeur ajoutée et avec la montée des chaînes d'approvisionnement d'exploitation où les droits du travail sont bafoués de manière flagrante, voire inexistants. Les investisseurs engagent désormais des poursuites contre les États pour perte de revenus lorsque les gouvernements cherchent à intervenir dans l'intérêt de leurs citoyens. Cela doit cesser. La coopération, plutôt que la concurrence, doit être assurée par le biais d'accords tant bilatéraux que multilatéraux fondés sur le plein respect des droits du travail et d'autres droits humains. Il convient de tenir

compte de l'impact des accords sur l'emploi et l'environnement, de soutenir le développement industriel et de garantir le dialogue social en assurant la participation des partenaires sociaux.

Le modèle actuel des accords de libre-échange et d'investissement, hérités de l'hégémonie néolibérale, renforce un modèle dominé par les entreprises transnationales et les institutions financières. Le seul rôle que jouent les pays en développement dans ce modèle est celui de fournir des produits agricoles, minéraux et énergétiques dans les chaînes mondiales dirigées par les entreprises transnationales qui exploitent les travailleurs/euses et bafouent leurs droits. Cela doit cesser.

Le commerce équitable, le développement national, la démocratie, la coopération et la solidarité, tout en respectant les droits du travail et humains, doivent constituer les fondements d'une nouvelle réglementation du commerce international, remplaçant les multiples accords bilatéraux, interrégionaux et multilatéraux.

Le Sondage d'opinion mondial de la CSI 2013 a révélé qu'une famille de travailleurs/euses sur deux a été touchée par la perte d'emplois ou la réduction du temps de travail. Les jeunes femmes en sont particulièrement touchées.

Plus de la moitié de la population mondiale affirme que ses revenus ont diminué par rapport au coût de la vie au cours des deux dernières années. Avoir un emploi n'est plus suffisant pour subvenir aux besoins élémentaires et les femmes constituent la majorité des travailleurs/euses pauvres.

Cinquante-neuf pour cent de la population n'est plus en mesure d'économiser.

Les inégalités des revenus ont augmenté, au cours des trois dernières décennies, dans 17 des 24 pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles et plus de 1,2 milliard de personnes vivent dans une pauvreté extrême dans le monde entier.

Les inégalités

Le rapport de l'OCDE « Croissance et inégalités » révèle que, même si le revenu disponible a, en moyenne, augmenté chaque année de 1,7 % entre le milieu des années 1980 et le début des années 2000, la distribution de cette croissance s'est avérée très inégale. Les 10 % les plus riches ont vu leur revenu disponible augmenter en moyenne de 1,9 %, contre 1,3 % parmi les membres les plus pauvres de la société. Par conséquent, le coefficient moyen de Gini dans les pays de l'OCDE a augmenté de pratiquement 10 % jusqu'en 2010.

Le dernier rapport de l'OCDE de 2013 n'indique aucun renversement de cette tendance. En fait, les inégalités de revenus ont davantage augmenté et plus rapidement qu'auparavant. L'accroissement entre 2008 et 2010 a été aussi important que durant les douze années avant la crise, et a été exacerbé par les politiques fiscales régressives de nombreux gouvernements.

Le scandale de l'évasion fiscale par les riches et les entreprises au sein des pays et entre eux s'est conjugué aux coupes dans les services publics, les emplois et la sécurité sociale. La lutte contre l'opacité financière,

la fraude et l'évasion fiscales doit être déterminée et effective. Elle nécessite de combattre le blanchiment d'argent, l'optimisation fiscale et les paradis fiscaux, pratiques qui entravent un développement juste et la réduction des inégalités. Le travail non déclaré et la corruption pèsent lourdement sur les finances publiques et doivent être combattus. Le travail non déclaré dérobe le bien-être des citoyens, tire profit des travailleurs/euses désespérés et suscite une concurrence déloyale.

Bien que la proportion de personnes vivant dans la pauvreté ait diminué de plus de la moitié entre 1990 et 2010 dans les pays en développement, plus de 1,2 milliard de personnes continuent de vivre en dessous du seuil de pauvreté international de 1,25 USD par jour.

Les institutions financières internationales refusent d'admettre que l'augmentation rapide des inégalités de revenus met même en danger la croissance marginale et représente une menace à toute nouvelle réduction de la pauvreté.

Les dernières décennies ont montré qu'une croissance rapide n'est pas suffisante pour rendre nos sociétés plus inclusives et équitables. Au Botswana, en Chine, au Costa Rica et en République dominicaine, la croissance économique s'est accompagnée d'accroissements significatifs des inégalités de revenus.

Par conséquent, la baisse de la pauvreté a été inférieure aux prévisions.

Tel ne doit pas être le cas. Dans des pays ayant un mode de croissance similaire, notamment le Ghana et le Brésil, grâce à l'intervention du gouvernement, les fruits de la croissance ont été distribués de manière plus équitable et l'impact sur la pauvreté et le travail décent a été plus significatif.

Nous devrions étudier les modèles qui disposent de systèmes bien structurés de prévoyance et de sécurité sociale et qui assurent des niveaux élevés de qualité, comme dans les pays nordiques.

Nous demandons que le Cadre de développement durable des Nations unies pour l'après-2015 incluse des objectifs et des cibles autonomes concernant le plein emploi et le travail décent, un socle universel de protection sociale, l'égalité des genres et une éducation universelle, gratuite et de qualité.

Dans le cadre de ces objectifs ou autres, il doit exister un engagement et des cibles en faveur d'un accès à des soins de santé abordables, un accès abordable à l'eau, à l'assainissement, à la nourriture et à la sécurité énergétique. Les actions mondiales en matière de VIH-SIDA et d'autres pandémies et maladies épidémiques doivent être placées au rang de priorité dans le programme.

Il est nécessaire que les gouvernements mettent en oeuvre des politiques fiscales anticycliques et que les mesures du gouvernement et nos propres efforts visent à renforcer les salaires minimums décents et les conventions collectives afin de garantir le pouvoir d'achat des travailleurs/euses.

Pour avoir un impact majeur sur la demande globale dans l'économie mondiale, ces politiques devront être mises en oeuvre à travers une action coordonnée du gouvernement. Par conséquent, nous devrons tenter de promouvoir ce programme dans les forums tels que l'OCDE et le G20.

Le rôle des syndicats

La CSI demande que le plein emploi, le travail décent et les socles de protection sociale soient les piliers centraux de l'action mondiale, notamment des objectifs autonomes de développement durable dans le programme des Nations unies pour l'après-2015. Les syndicats soutiennent également des objectifs d'accès universel à une éducation de qualité, d'égalité entre hommes et femmes et de justice climatique.

Nous avons appelé le G20 à mettre en oeuvre son plan pour la croissance et l'emploi, en commençant par investir dans l'infrastructure, en particulier les écoles, les transports publics et les hôpitaux, tout en fournissant une infrastructure verte. Par ailleurs, la CES a enjoint les gouvernements de l'UE d'adopter un « plan de relance ».

Les syndicats insistent pour qu'il existe des alternatives aux mesures d'austérité punitives et inefficaces qui ont tellement porté préjudice. Nous réclamons plutôt:

- une réforme fiscale progressive;
- un terme aux paradis fiscaux et à l'évasion fiscale par les entreprises moyennant « l'érosion de l'assiette fiscale » et le transfert de bénéfices;
- l'investissement à long terme, notamment dans l'infrastructure et la protection sociale; et
- des réformes financières freinant la spéculation, notamment une taxe sur les transactions financières.
- la lutte contre le travail non déclaré et la corruption

Nous demandons un investissement dans des services publics de qualité et dans l'économie des soins, où la dignité du travail décent signifie des soins et des possibilités dignes pour les familles et les communautés.

Nous exigeons que soit mis fin à la sous-évaluation du travail des femmes. Nous nous mobilisons pour reconnaître et mettre en oeuvre à l'échelle mondiale les droits humains pour les femmes – au travail, au foyer et dans la société – afin de faire de l'égalité des genres une réalité. Nous nous mobiliserons également pour formaliser les emplois des femmes et pour assurer l'égalité de participation des femmes au marché du travail.

Nous reconnaissons que l'éducation publique, des soins de santé abordables, la protection des enfants, la garde d'enfants, les soins aux personnes âgées, la protection de la maternité, un soutien aux personnes handicapées et des programmes actifs du marché du travail figurent parmi les piliers de sociétés dignes.

Nous avons promu des mesures visant à inclure les jeunes, notamment des garanties en matière d'éducation, d'emploi et de protection sociale, moyennant un renforcement considérable des apprentissages afin de leur offrir les compétences nécessaires à une croissance durable et de répondre au potentiel des nouvelles technologies.

Les progrès technologiques et l'élargissement de l'accès à l'internet créent d'énormes opportunités et défis pour les travailleurs et les travailleuses. L'engagement des syndicats dans l'éducation, la formation et la syndicalisation à l'ère de l'internet s'avère fondamental. La CSI s'engage à assurer une gouvernance de l'internet affranchie de la domination par tout gouvernement ou intérêt commercial et garantissant la libre circulation de l'information, associée à une solide protection des données personnelles et de la liberté d'expression relevant de l'État de droit.

À la périphérie du monde, le capitalisme rendait déjà les sociétés vulnérables et inégales avant le Consensus de Washington. Agir comme si de rien n'était est inacceptable.

Nous avons besoin d'un nouvel accord mondial entre les nations; d'un nouveau contrat social qui garantisse le plein emploi et le travail décent, la protection sociale et le développement durable.

L'OIT doit être placée au cœur de la prise de décisions à l'échelle mondiale afin de garantir une approche du travail fondée sur les droits. Nous devons reconstruire les économies sur la base de nouveaux modèles économiques au service des citoyens et de leur communauté par le biais du tripartisme, du dialogue social et de la négociation collective. Nous rejetons l'offensive lancée contre l'OIT et exhortons les gouvernements à réinvestir dans les droits des travailleurs/euses et le dialogue social, en tant que piliers centraux de la politique économique et sociale.

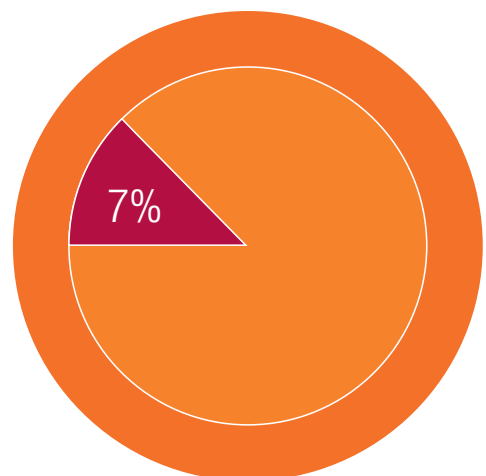
Entre 2000 et 2010, le nombre de personnes couvertes par des conventions collectives a diminué dans deux tiers des pays examinés par le Rapport sur le travail dans le monde de l'OIT (2012). Des nations équitables ne sont possibles que si les citoyens disposent d'une voix collective forte et si un rôle clair est attribué au dialogue social. Le travail décent, garantissant la santé et la sécurité, ne pourra être assuré que si les travailleurs/euses disposent d'un pouvoir suffisant pour négocier de meilleures conditions.

Les syndicats ont un rôle crucial à jouer pour garantir la justice sociale et l'égalité. Nous devons nous organiser sur nos lieux de travail et dans nos communautés pour renforcer le pouvoir des travailleurs/euses afin d'engendrer un changement. Pour garantir la justice sociale et l'égalité, nous devons également libérer les gouvernements de la main de fer du capital grâce à notre pouvoir politique et changer les régimes autoritaires en obtenant les droits démocratiques des travailleurs/euses. La CSI, en tant que principale force démocratique dans le monde, s'engage à atteindre cet objectif au moyen d'actions unifiées de toutes ses organisations affiliées.

De plus, la CSI et ses organisations affiliées doivent agir pour promouvoir la ratification et la mise en oeuvre effective des normes internationales du travail, en particulier celles fondant la liberté syndicale et le droit de négociation collective.

La main-d'œuvre mondiale

Les syndicats sont des acteurs de développement. Dans les pays en développement et les pays émergents, qui sont ceux où les inégalités sont les plus concentrées, ils ont un rôle majeur à jouer pour promouvoir un développement inclusif qui ne laisse personne au bord du chemin. La solidarité entre syndicats doit être renforcée et le Réseau syndical de coopération au développement doit permettre une plus grande efficacité des partenariats.



Le défi est de taille:

- On compte 2,9 milliards de travailleurs/euses dans le monde;
- La main-d'oeuvre dans l'économie formelle s'élève à 1,7 milliard;
- Le nombre de travailleurs syndiqués s'élève à 200 millions, dont un grand nombre sont affiliés à des syndicats non indépendants du gouvernement;
- Les femmes constituent 40 % de la main-d'oeuvre rémunérée dans le monde, mais représentent moins de 15 % des dirigeants syndicaux;
- 50 % des travailleurs/euses occupent un emploi précaire ou irrégulier, dont la plupart sont des femmes;
- Le chômage est plus élevé parmi les femmes et moins de 70 femmes sont actives économiquement pour 100 hommes;
- 90 % des 230 millions de migrants dans le monde quittent leur pays d'origine en quête de travail;
- Le chômage des jeunes s'élève à environ 12 % à l'échelle mondiale – deux fois plus élevé que celui des travailleurs/euses plus âgés; et
- 40 % de l'économie mondiale est informelle.

L'enjeu central est la croissance syndicale – organiser tous les travailleurs/euses, y compris ceux/celles au-delà de nos domaines d'action traditionnels pour veiller à ce que nous disposions du pouvoir démocratique pour réaliser les droits et façonner un monde garantissant un travail équitable et abondant.

À cette fin, la CSI et ses organisations affiliées défendront le rôle central de la négociation collective et du dialogue social, qui s'avèrent indispensables à la démocratie, au développement économique et à la cohésion sociale. La négociation collective aux niveaux national et sectoriel garantit la protection des droits des travailleurs/euses. La capacité des syndicats nationaux à négocier avec les employeurs et à influencer sur les politiques gouvernementales est essentielle pour garantir le pouvoir des travailleurs/euses.

Même lorsque des lois et pratiques antisyndicales privent les travailleurs/euses de leurs droits syndicaux, le syndicat demeure leur voix et lutte pour défendre leurs intérêts.

L'action climatique

Il n'y a pas d'emploi sur une planète morte.

L'action climatique n'est pas négociable. Au vu du niveau des émissions de carbone dans l'atmosphère le plus élevé de l'histoire, l'humanité entre en terrain inconnu, vivant bien au-delà des limites que la planète peut supporter. Les possibilités de stabiliser les hausses de température moyenne à moins de 2° C deviennent dangereusement faibles. En l'absence de mesures urgentes, une augmentation moyenne de 4° C ou plus au tournant de ce siècle entraînera même davantage de destructions et de morts de millions de personnes dans le monde entier.

Il y a une voie à suivre pour assurer la survie, mais les gouvernements doivent avoir le courage de l'emprunter.

La CSI soutient l'impératif moral de préserver une planète habitable et de tirer parti des emplois qu'une action climatique peut garantir. Nous demandons un engagement en faveur d'une « transition juste », basée sur le dialogue social, du lieu de travail au niveau national, garantissant des compétences vertes et une protection sociale. Pour ce faire, nous oeuvrerons pour une norme de l'OIT qui oriente l'action des gouvernements et des employeurs. Nous oeuvrerons également pour assurer que le capital de nos travailleurs/euses soit de plus en plus investi dans l'économie réelle, notamment dans la transformation industrielle et de nouveaux emplois verts.

Tous les emplois doivent être plus propres si nous voulons écologiser notre économie et le travail décent doit être au coeur de cette transformation.

Alors que le monde se prépare à conclure un accord mondial sur le climat avant le nouveau délai fixé au mois de décembre de 2015, la CSI mobilisera ses membres et leurs communautés pour réclamer un accord ambitieux et contraignant.

Amener les gouvernements à assumer leurs responsabilités en matière de climat constitue une priorité majeure, tout comme garantir que nous vivions en respectant les frontières planétaires et que les questions essentielles de la sécurité alimentaire, de la sécurité énergétique et de l'eau soient traitées.

La paix et la démocratie

Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI : « **Nous sommes également alarmés par l'incapacité du monde à résoudre les conflits inextricables. Je tiens tout particulièrement à mentionner l'occupation de la Palestine et à nous rappeler, de manière formelle, la demande formulée à Vancouver, à savoir la recherche d'une paix globale entre Israël et la Palestine sur la base d'un accord garantissant la coexistence dans des conditions de sécurité de deux États souverains indépendants. Un regain d'attention et de soutien à l'échelle internationale, en tant que priorité absolue et urgente, est nécessaire pour y parvenir.** »

La CSI s'engage à défendre un monde exempt d'armes de destruction massive, où les Nations unies seraient capables de prévenir des conflits dans et entre les pays. Lorsqu'une menace imminente pèse sur la paix, la priorité doit être accordée à une action collective à travers le Conseil de sécurité des Nations unies plutôt qu'à une intervention unilatérale.

La paix et la démocratie sont basées sur:

- la pleine application du droit international et le rejet du « double langage » basé sur les intérêts nationaux ou géopolitiques;
- la justice sociale moyennant la pleine mise en œuvre des Conventions fondamentales de l'OIT dans chaque pays et dans les accords internationaux, y compris les accords commerciaux.

Les armes de destruction massive font peser une menace grave et actuelle sur l'humanité. La CSI oeuvrera, de concert avec ses alliés de la société civile, pour veiller à ce que tous les pays ratifient et mettent

en œuvre le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, notamment lors de la Conférence d'examen du TNP en 2015. Nous appelons à des négociations urgentes sur un traité visant à interdire l'emploi, la fabrication, le stockage et la possession d'armes nucléaires, comme première étape vers leur éradication totale. Nous œuvrerons, en outre, pour assurer la réglementation du commerce des armes légères et montrer comment des centaines de milliards de dollars consacrés aux dépenses militaires doivent être mieux investis afin de répondre aux besoins vitaux d'emplois et de développement durables.

La migration doit être laissée au libre choix de toute personne et peut être nécessaire pour échapper à la guerre, à la dictature, à l'esclavage ou à la pauvreté. Les politiques migratoires doivent relever de la responsabilité des Nations unies et être, dès lors, basées sur une approche fondée sur les droits, conformément aux principes de l'OIT. Tout migrant devrait avoir le choix de rester dans son pays d'origine, où le plein emploi, le travail décent et la protection sociale sont garantis, ou, alternativement, avoir accès à la citoyenneté dans un autre pays de son choix. Le monde a besoin d'investissements qui offrent des possibilités dans tous les pays, et non pas de murs qui divisent les populations et les privent de la possibilité de construire un avenir décent.

La CSI se tient aux côtés de toutes et tous nos camarades engagés dans les luttes pour la libération et le combat pour la démocratie et les droits humains, notamment au Bahreïn, au Bélarus, en Chine, en Égypte, aux Fidji, à Hong Kong, en Libye et en Tunisie.

La CSI dénonce les souffrances du peuple sahraoui qui se poursuivent depuis un demi-siècle et exhorte toutes les parties concernées par le conflit du Sahara occidental à rechercher de toute urgence une solution juste, durable, acceptable, négociée sous les auspices des Nations unies et fondée sur les principes de la liberté et de la démocratie.

La CSI devrait accorder de l'attention aux actions visant à mettre fin au conflit frontalier, inachevé, entre l'Érythrée et l'Éthiopie et à rétablir des relations pacifiques et la confiance entre les deux populations actives fraternelles.

Nous dénonçons l'occupation de la Palestine par Israël et nous nous mobiliserons en faveur d'une paix juste et durable entre Israël et la Palestine, conformément à la légitimité du droit international et en particulier des Résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations unies.

http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/2CO_09__Democratie_paix_securite_UNU_-_213-2.pdf

Nous appelons à:

- La fin de l'implantation des colonies de peuplement israéliennes illégales et le démantèlement des colonies existantes;
- Le retrait d'Israël de tous les territoires palestiniens, sur la base des frontières du 4 juin 1967; et
- Le démantèlement du mur de séparation illégal.

Ces demandes soutiendront l'équité, la justice et l'instauration d'une paix globale, confirmant le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à l'établissement d'un État palestinien libre et indépendant, avec Jérusalem-Est pour capitale.

Nous soutenons, en outre, les demandes de paix et de sécurité exprimées par nos peuples dans des nations dévastées par des conflits, notamment l'Afghanistan, la Guinée, Haïti, l'Irak, le Mali, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la Somalie, la Syrie et l'Ukraine, ainsi que ceux en proie à l'oppression en Iran, au Swaziland et au Zimbabwe.

Par ailleurs, nous déplorons le déni des droits, en particulier les atteintes à la liberté syndicale et les actions antisyndicales. Nous lutterons pour mettre un terme à l'impunité en Colombie, au Guatemala et en Turquie, ainsi qu'à l'esclavage au Qatar, en Arabie saoudite et dans d'autres nations.

Nous condamnons la division de longue date de Chypre, membre de l'UE, et nous appelons toutes les parties concernées à redoubler d'efforts pour parvenir rapidement à une solution viable et juste au problème chypriote, qui réunifierait le pays et rétablirait la paix et la stabilité dans la région méditerranéenne du Sud-Est, en particulier, améliorant les relations entre les pays voisins, à savoir Chypre, la Grèce et la Turquie. En outre, la CSI se félicite du lancement d'un nouveau cycle de négociations, en février dernier, sous les auspices du secrétaire général de l'ONU, en vue d'un règlement global et encourage les deux dirigeants chypriotes à agir avec détermination pour répondre aux attentes des travailleurs/euses et de la population de Chypre concernant un avenir commun pacifique et sécurisé en parvenant à une solution basée sur toutes les résolutions pertinentes de l'ONU, et conformément aux principes régissant l'établissement de l'UE.

Nous continuerons de nous opposer à l'oppression et à la discrimination fondée sur la religion, la couleur, la nationalité, l'origine ethnique, l'orientation sexuelle, le genre, l'opinion politique, l'origine sociale, l'âge ou le handicap, et nous encouragerons les organisations affiliées à la CSI à défendre les travailleurs/euses victimes de cette discrimination.

Conclusion

La CSI est déterminée à renforcer le pouvoir des travailleurs/euses pour façonner des sociétés et des économies socialement équitables.

Le mouvement syndical fait la différence à l'échelle mondiale: pour les travailleurs/euses domestiques, pour les travailleurs/euses pris au piège de l'esclavage moderne au Qatar et ailleurs dans le monde, en affrontant le pouvoir des entreprises, en formalisant le travail informel, en organisant les migrants par-delà les frontières, en établissant une protection sociale, en garantissant des conventions collectives solides et des salaires minimums, en instaurant de nouveaux droits et en défendant les droits fondamentaux existants en droit et dans la pratique. Nous sommes au premier plan de la lutte pour la justice climatique.

Nous devons prendre appui sur ces réalisations, au moyen d'une action syndicale unifiée et mondiale, afin de mettre en place un système social et économique démocratique et progressiste pour tous les citoyens du monde.

Ce Congrès élaborera les cadres d'action pour garantir:

- la croissance syndicale;
- des emplois durables, des revenus sûrs et la protection sociale; et
- les droits fondamentaux.

L'incertitude à laquelle est confrontée la population provoque la colère et réduit à néant tout espoir. Nous exigeons un plan et un espoir. Des emplois, des emplois et encore des emplois – un travail décent soutenu par un cadre mondial des droits.

Nous avons une vision d'un avenir prometteur pour les travailleurs/euses et leur famille, façonné par un mouvement syndical mondial fort. Ce mouvement peut organiser et mobiliser ses nombreux membres pour bâtir un front uni contre les intérêts particuliers du capital et des marchés non réglementés.

Pour s'en donner les moyens, il faut repenser le fonctionnement du mouvement syndical mondial et renforcer son efficacité. Nous devons construire un mouvement syndical inclusif et participatif, qui réponde aux problèmes des travailleurs. Ceci implique aussi de démocratiser et de décentraliser le fonctionnement du syndicalisme international en permettant à tous les secteurs professionnels et à tous les niveaux de représentation de s'exprimer dans le respect du pluralisme syndical.

La CSI est fière de son mouvement mondial inclusif de travailleurs et de travailleuses et nous nous tiendrons à leurs côtés ainsi qu'à ceux de leur famille, tout en renforçant le pouvoir des travailleurs/euses en vue de consolider la démocratie et la liberté, de revendiquer des droits et de négocier collectivement un monde socialement équitable.

La déclaration du Congrès définit le cadre d'action de la CSI jusqu'en 2018 et prend pour programme stratégique plus large les résolutions de Vancouver que le Congrès a réaffirmées.